

Arrêté préfectoral n°276-DDPP-23

portant prescriptions complémentaires au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement

Le Préfet de la Loire

Vu le Titre VIII des parties législatives et réglementaires du livre Ier du Code de l'Environnement et notamment les articles L. 181-14, L. 181-15 et R. 181-46 ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des montants des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-060 du 7 février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Laurent BAZIN, Directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 38/DDPP/23 du 8 février 2023 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 juillet 1993 autorisant la société des Sablières et entreprises MORILLON CORVOL à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers d'alluvions le territoire de la commune de CHAMBEON aux lieux-dits « Randan » et « La Pège » et plus particulièrement son article 5 fixant les conditions d'exploitation de cette dernière ;

Vu l'arrêté de prescriptions complémentaires du 17 février 2004 modifiant l'article 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 juillet 1993, autorisant le pompage dans le plan d'eau de l'extraction (débit maximum de 200 m³/h) pour le lavage des matériaux avec un abaissement au niveau de ce plan d'eau ne devant pas excéder 50 cm. Les eaux rejoindront la nappe, au niveau du bassin d'eau clair et, pour le surplus, seront déversées dans l'Aillot ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juillet 2004 autorisant la société SAS MORILLON CORVOL RHÔNE MEDITERRANEE à exploiter une activité « d'exploitation de carrières » de sables et graviers d'alluvions, renouvellement et extension, sur le territoire des communes de CHAMBEON aux lieux-dits « La Pège », « Le Chatelard » et « Les Rompets », et de MAGNEUX-HAUTE-RIVE au lieu-dit « Les Chalinas » pour une superficie de 64 ha 83 a 67 ca et pour une durée de 15 ans ;

Vu l'arrêté préfectoral d'archéologie préventive du 14 octobre 2005 imposant une opération de fouille archéologique préventive sur les territoires des communes de CHAMBEON et de MAGNEUX-HAUTE-RIVE « La Pège », « Le Chatelard » et « Les Rompets », et « Les Chalinas », sur les parcelles cadastrées :

- CHAMBEON : ZD / la p ZE/43p

- MAGNEUX-HAUTE-RIVE : B / 45p, 46p, 47p, 48p, 233p ;

Vu l'arrêté modificatif n° 08-069 du 17 mars 2008 au nom de la société CEMEX GRANULATS Rhône Méditerranée – 2 rue du Verseau -zone SILIC – 94150 RUNGIS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juillet 2019, délivré au nom de la SAS CEMEX GRANULATS RHÔNE MEDITERRANEE, portant prolongation de l'autorisation d'exploiter du 7 juillet 2004 pour une durée de 4 ans ;

Vu la demande du 10 janvier 2023, présentée par la société SAS CEMEX GRANULATS RHÔNE MEDITERRANEE sollicitant l'autorisation de prolonger la durée de l'autorisation susvisée ;

Vu le rapport et les propositions de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Auvergne-Rhône-Alpes en date du 16 juin 2023 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 20 juin 2023 ;

Vu les observations présentées par courriel du 28 juin 2023 par le demandeur sur ce projet d'arrêté ;

Considérant que la prolongation pour 2 ans de la durée d'autorisation, dans le respect des conditions de l'autorisation actuelle, ne crée pas d'impact supplémentaire ;

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale 42-43 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La société SAS CEMEX GRANULATS RHÔNE MEDITERRANEE, dont le siège social est situé 13 rue du Capricorne – 94150 RUNGIS, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sables et de graviers alluvionnaires sur le territoire de la commune de CHAMBEON aux lieux-dits «Les Rompets », « Le Chatelard et « La Pège », jusqu'au 9 juillet 2025.

ARTICLE 2

Les garanties financières, pour un montant de 146 936 euros, doivent être maintenues jusqu'à l'échéance de la prolongation d'autorisation d'exploiter définies à l'article 1^{er} du présent arrêté pour la période allant jusqu'au 9 juillet 2025.

ARTICLE 3

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2004 modifié sont maintenues à l'exception :

- de la prescription relative à la durée de l'autorisation (deuxième alinéa de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2004) modifiée par l'article 1 du présent arrêté,
- de son annexe « garanties financières » modifiée par l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

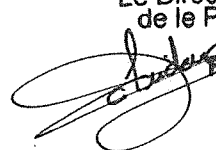
ARTICLE 5 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de CHAMBEON et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de CHAMBEON pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la direction départementale de la protection des populations – Service environnement et prévention des risques ;
- 3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 6 : EXÉCUTION

Le Sous-Préfet de Montbrison, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées et le maire de CHAMBEON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

04 JUL. 2023
Saint-Étienne, le
Pour le Préfet et par délégation
Pour le Préfet
et par subdélégation
Le Directeur Départemental adjoint
de la Protection des Populations
 Pierre CABRIDENC

copie adressée à :

Copie adressée à :

- Société CEMEX GRANULATS RHONE MEDITERRANEE
13 rue du Capricorne
94150 RUNGIS
- Sous-Préfecture de Montbrison
- Mairie de CHAMBEON
- DREAL UID Loire Haute-Loire - Inspection des installations classées
- Archives

[illegible]